



AQUACULTURE UN CRÉNEAU À VALORISER

L'Algérie dispose d'importants atouts dans le domaine de l'aquaculture l'habilitant à la placer sur le marché méditerranéen et à contribuer à la diversification de l'économie nationale, à travers la promotion de ses exportations halieutiques vers la rive nord de ce bassin.

Ainsi, et pour s'y faire, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, à travers, ses différentes directions locales de pêche, se fixe l'objectif d'encourager et de promouvoir l'aquaculture avec toute sa composante. C'est ce qui a été exprimé par le ministre, M. Abdelkader Bouazghi, qui a plaidé pour l'encouragement de l'activité aquacole dans les différentes régions du pays et surtout dans les wilayas du Sud, en tant que « segment d'activité prometteur ».

Il a donné instruction aux différentes directions de pêche à travers le pays, d'accroître le nombre de bassins aquacoles, ainsi que de se rapprocher davantage des agriculteurs et des investisseurs pour les sensibiliser sur les perspectives prometteuses de la filière. « L'aquaculture dans les régions du Sud et des haut plateaux, un rêve par le passé, est devenue aujourd'hui une réalité palpable, grâce à la volonté des investisseurs dans le domaine », a-t-il affirmé à ce propos.

Il a insisté sur le fait de « doubler » les efforts et de « multiplier » les activités pour faire valoir la filière aquacole, en la qualifiant, du premier jalon dans le développement de cette activité susceptible d'assurer une production de poissons d'eau douce à forte valeur nutritive et économique, comme cela se fait dans plusieurs pays ayant développé ce créneau. De ce fait, les différentes structures de pêche répondent favorablement à l'appel du ministre en mettant en application le Programme d'appui à la diversification de l'économie « DIVECO 2 », lancé en septembre 2015 et qui se poursuivra



jusqu'en 2018 pour un financement à hauteur de 15 millions d'euros dans le cadre du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne (UE), et qui accompagne, également, une stratégie d'augmentation du taux de diversification de l'économie du pays à travers le développement durable et l'amélioration du rendement du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Projet d'acquisition d'alevins

L'application du programme DIVECO 2 se fait sentir sur terrain, après la prospection faite par des experts en pisciculture de l'Union européenne (UE) dans la wilaya de Sétif pour prospecter les voies d'investissement dans la filière, comme il nous a été expliqué par le directeur de pêche de cette wilaya, M. Toufik

tionale d'experts qui étaient aussi à Tizi-Ouzou et se rendront par la suite à Jijel, a ajouté le même cadre.

Il a, également, souligné que la direction de pêche de la wilaya de Sétif, en collaboration avec CNRDPA, a procédé à l'acquisition de 5.000 alevins de tilapia rouge pour les ensemercer dans les bassins de 30 agriculteurs de la wilaya de M'sila et les daïras avoisinantes, tout en se réjouissant de la réussite de l'opération qui s'est déroulée dans de bonnes conditions, dira-t-il, en relevant, que le premier objectif de ce programme est « de doubler la production actuelle ».

M. Boutouchent a souligné que le lancement de ces activités d'investissement s'est attelé à l'élaboration du programme quinquennal de développement des activités de la pêche et de l'aquaculture qui décline les objectifs, les instruments et les actions à mener dans le secteur, pour la mise en place du plan d'action du gouvernement, relatif au programme du Président de la République 2015/2020.

L'aquaculture intégrée à l'agriculture

A cet effet, une démarche de concertation et de validation a été retenue pour assurer la participation active et élargie de l'ensemble des parties prenantes du développement du secteur (représentants des différents secteurs et structures partenaires, professionnels, scientifiques, universitaires, société civile, organismes financiers, établissements de formation...), dans la conception de l'approche sectorielle de développement et d'industrialisation. La même

opération, a eu lieu dans la wilaya de Mostaganem, où, quelque 5.000 alevins de tilapia rouge ont été, aussi, ensemercer dans des bassins d'irrigation agricole dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris. Les alevins de tilapia rouge ont été ramenés gratuitement de l'écloserie de multiplication artificielle d'Ain Defla et ensemercer dans 14 bassins d'irrigation des communes de Safsaf, Ain Boudinar, Hassi Mamèche et Bouguir, dans le cadre de la campagne nationale d'ensemencement en bassins d'irrigation pour l'année 2017. Cette opération est la deuxième du genre après celle enregistrée fin août dernier portant ensemencement de 10.000 alevins dans 18 bassins d'irrigation agricole des communes de Mesra, Bouguir et Sidi Lakhdar. L'opération a été initiée par la direction de la pêche et des ressources halieutiques en collaboration avec le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture et la chambre de wilaya de la pêche, ainsi que la direction des services agricoles et la chambre d'agriculture. Selon, le directeur de pêche de cette wilaya, M. Rahmani, 113 bassins d'irrigation sont recensés à travers la wilaya au profit des agriculteurs bénéficiaires du soutien de l'Etat désirant ensemercer leurs bassins en poissons d'eau douce.

Il est à rappeler que les opérations d'ensemencement d'alevins de tilapia rouge se poursuivront dans d'autres wilayas avec la tenue de sessions de formation destinées aux agriculteurs dans le domaine de la pratique de l'aquaculture intégrée en agriculture.

Kafia Ait Allouache



LANCEMENT DE LA CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES LE 1^{er} OCTOBRE

TOUTES LES DISPOSITIONS RÉUNIES

«Toutes les dispositions ont été prises pour que la campagne labours-semailles qui débutera le premier octobre prochain, se déroule dans de très bonnes conditions, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels et en mobilisant les guichets uniques et autres dispositifs», souligne le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, dans un communiqué rendu public hier. Le processus est déjà opérationnel, pour ce qui est des semences certifiées et des engrais, précise la même source rappelant que pour faciliter l'approvisionnement des céréaliculteurs en intrants agricoles — notamment les semences et engrais et les accompagner dans les procédures administratives liées aux crédits et assurances —, toutes les coopératives de céréales et de légumes secs «CCLS» ont procédé depuis le 15 juillet dernier, à l'installation d'un guichet unique regroupant la BADR, la CNMA et la CCLS. A signaler que la quantité de semence contrôlée et certifiée mobilisée pour la campagne 2017-2018 est de «1.129.885 quintaux contre 841.100 quintaux mobilisés à la même période de la campagne écoulée».

L'autre bonne nouvelle annoncée est qu'en général les agriculteurs recourent de plus en plus aux semences certifiées et réglementaires, ce qui ne manquera pas d'avoir un impact positif «remarquable» sur la production et la productivité. Pour ce qui concerne les engrais, il sera rappelé que les contraintes sont levées pour la distribution et l'importation de ce produit stratégique, à travers l'accord du Premier ministre pour la prolongation de la durée des autorisations d'engrais jusqu'au 31 décembre 2018. A relever également que la quantité d'engrais (fond et couverture) mobilisée pour cette campagne, au 18 septembre 2017, est de 519.380 quintaux. Il faut savoir à ce titre que la quantité d'engrais se décline comme suit : 253.400 quintaux pour les engrais de fond mobilisés pour la



campagne 2017-2018 au 18 septembre 2017, et 265.980 quintaux d'engrais de couverture stockés pour les besoins de la campagne 2017-2018 au 18 septembre courant également.

Une production record pour les lentilles

S'agissant du pré-bilan des légumineuses alimentaires, de la campagne 2016-2017, il faut savoir que la superficie emblavée au titre de cette campagne est de 107.415 hectares contre 81.777 hectares emblavée l'année écoulée, soit une augmentation de 30%. Cette augmentation notamment en lentilles s'explique par le programme de la résorption de la jachère mis en place durant ces deux dernières campagnes, souligne le ministère de l'Agriculture à travers le même document. A retenir, la production obtenue est de 1.082.663 quintaux contre 746.098 quintaux à la même période de la campagne écoulée. La remarque

importante à mettre en exergue ici est que «la production de lentilles obtenue à ce jour n'a jamais été égalée, soit 223.810 quintaux contre une production de 53.409 quintaux en 2014, 49.454 quintaux en 2015 et 96.376 quintaux en 2016, cela grâce au programme de résorption de la jachère mis en place lors de cette campagne».

Céréales : 34,8 millions de quintaux en 2017

Par ailleurs et à propos du bilan de la campagne moisson-battage 2016-2017, il sera mis en avant que cette campagne s'est déroulée dans des bonnes conditions à la faveur des mesures d'encadrement technique, économiques et d'organisation prises par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche par le biais de l'OAIC et des instituts techniques et scientifiques. La superficie moissonnée au titre de cette campagne

est estimée à 2.353.253 hectares, soit 91% de la superficie déclarée à moissonner qui est de 2.578.672 hectares, contre 2.206.055 hectares récoltés lors de la campagne précédente. Pas moins de 50% des superficies récoltées sont constituées du blé dur, soit 1.173.733 hectares alors que 32% des superficies récoltées sont consacrées à l'orge, soit 762.331 hectares. En termes de production, le pré-bilan de la campagne céréalière 2016-2017 est arrêtée à 34.807.119 quintaux toutes espèces confondues, contre 34.321.237 quintaux obtenus lors de la campagne précédente, avec un rendement moyen de 15 q/hectare contre 16 q/hectare en 2015-2016, précise la même source indiquant que 57% des productions obtenues sont constituées de blé dur, soit 20.036.620 quintaux et que 28% se déclinent en orge, soit 9.688.400 quintaux.

Ainsi donc, la production céréalière connaît une légère augmentation par rapport à la saison écoulée. Par ailleurs, le pré-bilan affiche un volume de collecte par les Coopératives de Céréales et de Légumes Secs (CCLS) chiffré à 16.181.643 quintaux contre 14.824.963 quintaux collectés, lors de la dernière campagne. Selon les chiffres du ministère, 84% du volume global collecté est constitué du blé dur, soit 13.658.199 quintaux. Qualifiés de «faibles», ces rendements enregistrés durant cette campagne sont «la conséquence du sévère stress hydrique enregistré durant cette campagne (période cruciale pour le grossissement du grain)», souligne la même source. Ce point de situation sur la campagne moisson battage 2016-2017 et la préparation de la campagne labours semailles 2017-2018 a été donné suite à la dernière réunion du comité national de préparation, de suivi et d'évaluation de la campagne céréalière (labours semailles et moisson-battage), qui s'est déroulée au siège du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Soraya Guemouri





AGRICULTURE

Ouargla

Plus de 90% de la récolte de dattes écoulée

Plus de 90% de la production de dattes, récoltée jusqu'ici au titre de la campagne en cours de cueillette dans la wilaya d'Ouargla, ont été déjà écoulés, a-t-on appris hier de la direction locale des services agricoles (DSA). Au total 320.700 quintaux de diverses variétés de dattes ont été commercialisés jusqu'à la fin de la semaine dernière, parmi une production de 325.770 qx récoltés à travers les palmeraies de la wilaya, a indiqué la chargée de la production au service d'organisation, de production et de soutien technique à la DSA. Cette cueillette écoulée consiste en 200 qx de dattes de variété Deglet-Nour, 320.000 qx de Ghers et de variétés communes, en plus de 500 qx de Degla-Beida, a expliqué Mme Fatiha Boubekri. La récolte a été cédée au marché de gros pour des prix oscillant entre 8.500 DA et 10.000 DA le quintal de Deglet-Nour, 5.000 DA à 6.000 DA le quintal du Ghers et de 6.000 DA à 6.500 DA le quintal pour la variété Degla-Beida. La wilaya d'Ouargla renferme une richesse

phœnicicole de plus de 2,6 millions de palmiers, dont plus de 2,1 millions de palmiers productifs, occupant une superficie globale de 23.917 hectares. Les prévisions de la DSA tablent, au titre de cette campagne qui devra se poursuivre jusqu'à la fin janvier prochain, sur la réalisation d'une production globale de plus de 1,6 millions qx de dattes, toutes variétés confondues. Selon la même responsable, l'amélioration «quantitative et qualitative» de la production, attendue cette saison, est le fruit de l'extension des surfaces dédiées à la phœniciculture ces cinq dernières années, passant de 16.500 ha en 2010 à 17.200 en 2014 avant d'atteindre cette saison les 23.917 ha. Ce développement a influé positivement sur l'accroissement du patrimoine phœnicicole productif qui est passé à 2,2 millions de palmiers contre 1,9 million de palmiers productifs en 2010, entraînant une augmentation de la production de dattes, selon la DSA.

Agence



Médéa pleure la disparition du «Rob»

LA FABRICATION de «Rob», suc épuré, obtenu de la variété de raisin, le «Cinsault», est en voie de disparition à Médéa où il ne subsiste que quelques rares artisans, qui tentent de préserver, tant bien que mal, ce métier transmis de génération en génération. Très répandu autrefois à Médéa, Benchicao, Si-Mahdjoub et Tizi-Mahdi, région à vocation vinicole par excellence, le métier de fabricant de « Rob », a commencé à être progressivement abandonné par beaucoup d'artisans, qui, avec l'âge, éprouvaient d'énormes difficultés à poursuivre sa pratique, outre la baisse des rentrées d'argent qui a fini par démotiver le plus passionné d'entre eux. L'activité de transformation du raisin, héritée de l'époque ottomane, est un métier qui s'exerçait en famille, de façon artisanale et limitée, en termes de production et de temps. Une dizaine de familles d'artisans, installées au centre-ville de Médéa, assuraient l'essentiel de la production de « Rob » commercialisée, aussi bien dans l'ancienne capitale du Titteri, qu'au niveau de certaines villes du centre du pays, telles que Blida ou Khemis-Meliana.



Mila

Début d'exploitation du périmètre d'irrigation de Teleghma

■ Le périmètre d'irrigation agricole de Teleghma (wilaya de Mila) vient d'entrer en phase d'exploitation partielle après l'achèvement de ses travaux, a indiqué le chef de service irrigation à la direction de wilaya des ressources en eau.

Ph. > D. R.



Par Safir I.

L'opération concerne actuellement 2 142 hectares de ce périmètre qui s'étend au total sur 4 447 hectares répartis sur les communes d'Oued El Athmania, Oued Seggan, Teleghma et Mechira, a précisé la même source qui a souligné que la direction des ressources en eau a invité dans ce cadre 150 agriculteurs (dont 70 à Oued El Athmania) à se rapprocher de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID) de Teleghma pour signer les actes de concession leur permettant d'irriguer leurs terres sur le périmètre.

L'exploitation totale de ce périmètre dont le coût d'aména-

gement dans le cadre du système de transfert des eaux du barrage de Béni Haroun a atteint 4 milliards DA devra être atteinte "d'ici avril 2018" à condition que les agriculteurs respectent leurs engagements, a souligné le même cadre.

Lors de son inspection récente de ce périmètre, le wali de Mila, Ahmouda Ahmed Zineddine, a insisté sur la mise en service de ce projet «fin septembre» pour répondre à la demande des agriculteurs en eau.

Appelé à recevoir annuellement 38 millions m³ du barrage de Béni Haroun et à favoriser la création de 15 000 emplois permanents et saisonniers, ce périmètre devra consolider considérablement la production agricole dans cette région déjà connue pour être une importante zone de culture de l'ail, de la pomme de terre, des carottes en plus des céréales, a soutenu le même cadre.

Une commission de suivi de ce périmètre et de la saison agricole sera prochainement installée.

Un total de 40 000 hectares de terres agricoles devrait être, à terme, irriguer par le complexe hydraulique du barrage de Béni Haroun, est-il indiqué.

S. I./APS





ITPA

Développement d'un système d'aquaponie

L'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran œuvre à concrétiser un système d'aquaponie alliant aquaculture et culture des maraîchers en eau, a-t-on appris de cet établissement de formation. Cette nouvelle technique, première du genre au niveau de l'ouest du pays, s'appuie sur un système complémentaire appelé aquaponie pour développer l'aquaculture intégrée en agriculture, a-t-on souligné. Ce système est pratiqué dans un circuit fermé où la laitue subsiste de déchets de tilapia assainissant l'eau utilisée en élevage de ce genre de poisson destiné à la consommation, a expliqué une enseignante d'aquaculture dans cet institut, Slimane Tamacha Farah. Les objectifs de la bio-aquatique, qui sera lancée prochainement au niveau d'une ferme aquacole de l'institut, consistent en l'augmentation de la production de poisson, l'utilisation de son résidu comme engrais naturel pour les

légumes et la conservation de la qualité de l'eau, selon la même chercheuse qui a affirmé que «cette expérience a des avantages économiques et écologiques». Les résultats de cette expérience seront connus dans six mois avec l'adoption d'autres variétés de poissons comestibles et de maraîchers, pour pouvoir cette expérience à d'autres agriculteurs et développer l'aquaponie, a indiqué Slimane Tamacha Farah. Ce projet permettra aux étudiants en aquaculture de l'ITPA d'Oran de devenir des porteurs de projets, à l'issue d'une formation de deux années ponctuée par un stage pratique de six mois, a-t-on souligné. Le développement du système d'aquaponie est dirigé à Oran par les enseignants Slimane Tamacha Farah, Maazouz Mohamed, Ayad Malika et Fréha Sihem, en plus de la stagiaire Bendouak Samia, en partenariat avec le centre de formation professionnelle de Hassi Bounif, qui a signé une convention avec l'institut.



DES CENTAINES DE TONNES DE FROMAGE CONTAMINÉ DEPUIS MARS DERNIER **PLUS DE 80 MILLIARDS DE PERTES À LA LAITERIE DE BOUDOUAOU**

● Pas moins de 5 millions de boîtes de fromage livrées à l'armée ont été restituées à la laiterie. L'affaire a pris l'allure d'un scandale, mais les autorités restent de marbre, malgré les dangers qui pèsent sur la santé publique.



Entrée de la laiterie-fromagerie de Boudouaou



Tout le monde en parle ces dernières semaines à Boudouaou, localité située à 5km à l'ouest de Boumerdès. L'affaire a pris l'allure d'un scandale, mais les autorités restent de marbre. Les quantités de fromage «renvoyées» à la Laiterie-fromagerie (LFB) étatique pour cause de contamination ou autre défaut de qualité ne sont un secret pour personne. Même les épiciers du coin évitent désormais d'acquiescer les produits de cette filiale du groupe Giplait, qui emploie 450 personnes. Connue pour être le seul fournisseur de fromage de conserve aux forces de l'ANP, la LFB a subi des pertes s'élevant à plus de 80 milliards de centimes depuis mars dernier. De quoi réaliser dix écoles primaires en ces temps de crise financière. «L'armée nous a rendu environ 5 millions de boîtes de 200g de fromage, soit 1000 tonnes. On ne trouve même pas où les stocker», dira un employé de cette entreprise. Selon lui, la contamination a touché même des quantités de fromage fondu. Malgré les folles rumeurs qui circulent sur ce sujet et les risques qui pèsent sur la santé publique, l'origine du problème est loin d'être identifiée, pour ne pas dire sciemment dissimulée.

MOTUS ET BOUCHE COUSUE À L'EX-ONALAIT

A la LFB, on semble avoir décidé de ne rien communiquer. Même les syndicalistes ont refusé de parler. Ce qui est intrigant pour une entreprise publique aussi stratégique qui produit 800 000 litres de lait/jour, et qui a dépensé des milliards de dinars ces dernières années dans le cadre de la mise à niveau de ses équipements. Les employés de l'usine, eux, savent tout et rien en même temps. Certains doutent «de la matière première, le cheddar, qui serait périmé ou contaminé», tandis que d'autres soupçonnent «des défaillances dans le système de stérilisation et/ou une rupture dans la chaîne de froid». «Rien n'est encore confirmé pour le moment. Mais si ça continue comme ça, les pertes vont encore augmenter, puisque le fromage contaminé sera incinéré chez le privé à coups de millions de dinars», dira un employé abordé au café du coin. Reconnu grâce à sa tenue de travail, notre interlocuteur note que «les boîtes de fromage livrées à l'armée se gonflent au bout d'un mois, alors qu'habituellement, quand elles sont gardées à bonne température, elles tiennent jusqu'à 18 mois».

sur ce sujet et les risques qui pèsent sur la santé publique, l'origine du problème est loin d'être identifiée, pour ne pas dire sciemment dissimulée.

MOTUS ET BOUCHE COUSUE À L'EX-ONALAIT

A la LFB, on semble avoir décidé de ne rien communiquer. Même les syndicalistes ont refusé de parler. Ce qui est intrigant pour une entreprise publique aussi stratégique qui produit 800 000 litres de lait/jour, et qui a dépensé des milliards de dinars ces dernières années dans le cadre de la mise à niveau de ses équipements. Les employés de l'usine, eux, savent tout et rien en même temps. Certains doutent «de la matière première, le cheddar, qui serait périmé ou contaminé», tandis que d'autres soupçonnent «des défaillances dans le système de stérilisation et/ou une rupture dans la chaîne de froid». «Rien n'est encore confirmé pour le moment. Mais si ça continue comme ça, les pertes vont encore augmenter, puisque le fromage contaminé sera incinéré chez le privé à coups de millions de dinars», dira un employé abordé au café du coin. Reconnu grâce à sa tenue de travail, notre interlocuteur note que «les boîtes de fromage livrées à l'armée se gonflent au bout d'un mois, alors qu'habituellement, quand elles sont gardées à bonne température, elles tiennent jusqu'à 18 mois».

A l'unité d'incinération d'Ecferal de Si Mustapha, on parle d'une moyenne d'un camion par semaine de l'armée chargé de produits périmés qui est acheminé pour y être brûlés. Mais on ne dit pas s'ils proviennent des casernes, de l'ex-Onalait ou d'ailleurs. Pour un ancien cadre de LFB, le phénomène des contaminations et des péremptions n'est pas nouveau. «En 2016, on avait subi 27 millions de dinars de pertes. A l'époque, c'était le cheddar, acheté chez un privé de Blida, qui en était la cause. Cette fois-ci aussi, d'aucuns incriminent le cheddar. Mais tout doit être contrôlé et soumis aux analyses. Et la LFB dispose d'un important laboratoire mis sous la tutelle de la directrice. Maintenant, est-ce qu'ils ont fait leur travail ? Je n'en sais rien», explique-t-il. Selon lui, une partie du cheddar utilisé dans la fabrication du fromage fourni à l'armée a été achetée chez des importateurs privés algériens, dont l'entreprise Inmat, appartenant à un frère du vice-président du FCE, Mohamed Bairi.

Y A-T-IL TRICHERIE SUR LA MARCHANDISE ?

En juillet dernier, le site électronique Algérie Part rapportait que la laiterie de Boudouaou a passé, en octobre 2016, une commande de 370 tonnes de cheddar à l'entreprise Inmat. Cette dernière aurait, selon le rédacteur de l'article, facturé à 6300 dollars la tonne, soit presque le double des

prix pratiqués à l'époque sur le marché. Le journal en ligne révèle une autre transaction conclue fin 2015 entre le groupe Giplait et la société française Fenvia pour l'achat de 500 tonnes de cheddar pour un montant de 1,6 million de dollars. Un contrat qui a été annulé avant d'être confié à l'entreprise Inmat pour un montant de 2,4 millions de dollars, précise le même média. Contacté par téléphone, le gérant de la société Inmat dément ces informations, précisant que les marchés ont été conclus conformément à la réglementation en vigueur. «Le cheddar qu'on leur a fourni était de bonne qualité. Je l'ai importé d'Irlande, le meilleur producteur en la matière. Cela a été prouvé par toutes les analyses et les contre-analyses effectuées par l'acheteur», a-t-il précisé. Selon lui, la quantité de cheddar livrée à LFB représente 2% du marché qui, lui, concerne l'achat de 4000 tonnes du même produit. S'agissant des prix, M. Bairi rappelle qu'ils changent tous les 15 jours, soulignant que l'offre de l'entreprise française est évaluée en dollar et n'inclut pas les droits de douane et autres taxes. «La LFB ne fait pas de cadeaux. Une tonne de cheddar coûtait 2300 euros en 2016, mais maintenant elle fait 4200 euros. Cette affaire a été montée pour nuire à l'image de mon frère alors qu'il n'est même pas au courant de ce que je fais», a-t-il déploré. Et d'ajouter : «Cela fait 25 ans que j'importe les ingrédients laitiers. Je couvre 1% des besoins du marché. Le gros est assuré par l'Onil et Giplait. Je travaille dans la transparence totale. Mes principaux clients sont Candia, Soummam, Hodna, Nestlé, etc.».

NÉGLIGENCE

Sollicitée pour de plus amples informations sur l'affaire, la directrice de la LFB nous invite par l'intermédiaire des agents de sécurité à nous rapprocher des responsables de sa tutelle, Giplait. Contactée au téléphone dimanche dernier, une employée de ce groupe public qui chapeaute 15 laiteries nous annonce que le directeur est absent. Elle a promis de lui transmettre le message et de nous rappeler dès que possible.

En vain. Pour un ancien syndicaliste de la LFB, l'affaire du fromage contaminé n'est qu'une suite logique du laisser-aller et de la négligence constatés dans la gestion de l'entreprise. Il en veut pour preuve la valse de directeurs (4) et de cadres nommés ou dégoûtés par la tutelle en l'espace de trois ans. «On a fait des analyses pour déterminer les causes de la contamination. Mais on ne les a jamais communiquées au public», a-t-il indiqué, soulignant que de nombreux dirigeants de la LFB ont été relevés de leurs fonctions pour avoir refusé de cautionner certaines décisions de la tutelle. Aujourd'hui, la situation de la laiterie



n'augure rien de bon pour l'avenir. Les travailleurs interrogés lors de notre passage à Boudouaou réclament la réouverture de l'atelier de fabrication de fromage rouge afin de réduire les importations du cheddar. Certains se plaignent de la détérioration du climat de travail, d'autres dénoncent le favoritisme dans les recrutements et le retour d'une dizaine de cadres retraités dont la plupart assurent

des tâches secondaires pendant que des jeunes, bardés de diplômes, rasant les murs de la localité et des villes limitrophes. Ils ont tous réclamé une enquête approfondie pour situer les responsabilités des uns et des autres dans les pertes colossales subies par l'entreprise. Leur vœu sera-t-il exaucé ? L'avenir nous le dira.

Ramdane Kebbabi